

Monsieur le Président, comme je le mentionnais, lorsque ce gouvernement veut trouver des sommes d'argent pour répondre aux besoins de l'ensemble des Canadiens et des Canadiennes, il n'en a pas. Lorsqu'il veut trouver de l'argent pour envoyer 1,000 militaires de plus en Europe au coût de 100 millions de dollars par année, alors, il n'y a pas de problème pour en trouver.

Monsieur le Président, au lieu de s'être « embarqué » dans la Guerre des étoiles, ce gouvernement aurait dû « s'embarquer » dans la guerre contre le chômage. Si le gouvernement ne veut pas retirer ce projet de loi, il devrait au moins étendre ce programme de six mois pour permettre à toutes les personnes qui en ont fait la demande, suite à l'annonce du ministre, de couper dans son programme, pour permettre à tous ces gens de bénéficier du programme.

Monsieur le Président, j'aimerais vous faire part d'une lettre que le président de l'Association des manufacturiers d'équipement électrique et électronique du Canada adressait au premier ministre (M. Mulroney), et je cite:

Monsieur le premier ministre,

Nous connaissons votre intérêt pour les problèmes du Québec...

Il ne savait pas les résultats pour écrire cela.

... aussi nous permettons-nous aujourd'hui de vous adresser une demande concernant le Programme canadien de remplacement du pétrole (PCRP).

Comme vous le savez sans doute, ce programme a connu énormément de popularité au Québec. Par conséquent, sa suspension, qui est prévue pour le 31 mars prochain, a occasionné une augmentation sans précédent du nombre de commandes aux manufacturiers des équipements requis pour la conversion au chauffage électrique. Les commandes sont si nombreuses qu'il y a risque, selon nous, qu'elles ne puissent être remplies sans compromettre la sécurité et la qualité des installations.

Par la présente, nous vous demandons donc de surseoir à cette date du 31 mars, tout au moins en ce qui a trait à l'installation des équipements. Les demandes pourraient vous parvenir jusqu'au 31 mars et les installations pourraient être exécutées d'ici le 31 août prochain. Cette prolongation n'exigerait aucun fonds additionnel.

Alors, monsieur le Président, ce sont les responsables, les spécialistes dans le domaine de la transformation au niveau de l'énergie qui demandent au gouvernement de prolonger sa date d'au moins six mois pour permettre à l'ensemble des Canadiens de bénéficier du programme et aussi pour s'assurer que les transformations seront effectuées de façon à satisfaire aux normes de sécurité.

Monsieur le Président, je mentionnais tantôt que, lorsqu'il s'agit de venir en aide aux citoyens et aux citoyennes du Canada, ce gouvernement ne trouve pas d'argent, qu'il est obligé de couper à l'endroit de ces personnes-là. Mais lorsqu'il s'agit de sauver des banques, alors, il n'a pas de misère à trouver des millions. Lorsqu'il s'agit d'augmenter les salaires de ses amis, de ses anciens candidats, comme mon collègue l'a mentionné en ce qui concerne M. Hannigan, il n'a pas de misère à trouver des sommes d'argent.

Monsieur le Président, non seulement le gouvernement a coupé au niveau de l'isolation, mais aussi dans un autre dossier important visant à enlever ce qui avait été l'isolation à la MIUF. Dans ce domaine-là, le gouvernement a coupé pour 1.5 million de dollars. Et on savait que la plupart des Canadiens voulaient utiliser cette subvention qui leur accordait jusqu'à \$5,000 pour faire les travaux de rénovation afin d'enlever la MIUF qui était installée à l'intérieur de leur résidence.

Encore là, sans aucune consultation, lorsque ce gouvernement décide de couper de l'argent à l'ensemble des citoyens, comme il l'a fait au niveau de l'assurance-chômage, comme il

### Remplacement du mazout—Loi

l'a fait au niveau de l'habitation, comme il l'a fait au niveau de l'isolation, pas de consultation avec les gens. Mais lorsqu'il s'agit de faire une belle démonstration, notre premier ministre qui a démontré des talents formidables en tant que maître de cérémonie, on tient alors des grandes conférences, on réunit tout l'ensemble des citoyens qui sont représentés soit l'industrie, soit les représentants syndicaux, soit les représentants des consommateurs.

Et là, au coût de un million par jour, on décide de faire une grande consultation, mais tout le monde sait très bien que les décisions sont prises à l'avance, que ce gouvernement a décidé, contrairement à ce qu'il avait promis durant la campagne électorale, dès le lendemain de son élection, et contrairement à ce que citait le journal *The Citizen* aujourd'hui, une déclaration du premier ministre qui disait: Vous allez voir des dizaines de milliers d'emplois créés aussi rapidement qu'un gouvernement peut être assermenté. Depuis le 4 septembre, ce n'est pas la création d'emplois que ce gouvernement a réalisée, c'est la création du chômage, par sa décision, stupide à mon avis, de réduire le déficit, mais de le réduire sur le dos des travailleurs, sur le dos des citoyens à moyen et à faible revenu.

Je pense que la plupart de mes collègues, les députés du NPD ainsi que des députés libéraux, sont en désaccord sur ce projet de loi-là. Je sais très bien que privément la très grande majorité des députés conservateurs sont en désaccord, mais malheureusement ils n'ont pas le courage de se lever et de le dire sur la place publique. Ils préfèrent se cacher, ils préfèrent jouer à l'autruche, se mettre la tête dans le sable, monsieur le Président.

Je remarque que vous me faites signe que mon temps est écoulé, mais, monsieur le Président, j'ose espérer, en terminant, que certains députés conservateurs se réveilleront, qu'ils se rappelleront qu'ils ont été élus pour défendre les intérêts de leurs électeurs et non pour vendre la salade de leur chef.

### [Traduction]

**M. Les Benjamin (Regina-Ouest):** Monsieur le Président, au départ, je tiens à dire que je cherche toujours à prendre au mot les gouvernements et les partis de l'opposition. Jusqu'à présent, nous avons consacré dix-sept heures de débat ou cinq jours de séance à l'étape de la deuxième lecture de ce projet de loi. Tous les partis s'étaient entendus sur le projet de loi original. Par conséquent, je ne pense pas que les députés aient eu tort de consacrer quelques jours à discuter d'un changement d'envergure proposé à une loi que la Chambre avait adoptée à l'unanimité en 1981.

En tant que simple campagnard des Prairies, j'avais présumé que même les conservateurs savaient qu'il était impossible d'installer des gazoducs dans les Prairies en février ou en mars. Ces députés veulent non seulement mettre un terme au débat, mais ils veulent aussi priver de gaz quelque 150 maisons sur la route rurale n° 2 au nord-ouest de Regina. Je reconnais avoir un certain intérêt dans cette région. Sous l'actuel régime conservateur de la Saskatchewan, la Saskatchewan Power Corporation s'était dotée d'une bonne politique pour amener le gaz naturel à un plus grand nombre de villages, de hameaux et d'exploitations agricoles dans la province. De concert avec les intéressés, la Saskatchewan Power Corporation avait prévu d'installer un certain nombre de nouvelles conduites en fonction du nombre prévu de consommateurs possibles. La compagnie s'est autorisée de ce projet de loi pour entreprendre une